



## Résumé exécutif

---

En 2015, le rebond de l'activité économique à Madagascar a été en deçà des attentes et l'objectif de croissance économique n'a pas été atteint. Dû à des contextes locaux et globaux défavorables, la croissance économique est estimée à 3% pour 2015. Le développement des principaux secteurs piliers de la croissance s'est ralenti. Le secteur des industries extractives a fait face à la chute des prix sur les marchés internationaux, résultant en une baisse des recettes d'exportation. Le secteur tourisme a souffert de l'interruption des vols de la compagnie aérienne nationale, en plus des pertes qu'Air Madagascar a accumulées au cours de ces dernières années. La forte reprise attendue dans les activités des entreprises franches tarde à se matérialiser. En plus, la production rizicole s'est contractée suite aux intempéries en début d'année 2015, entraînant une accélération de l'inflation.

Compte tenu de l'évolution macroéconomique, une loi de Finances rectificative a été adoptée en novembre 2015 pour ajuster les prévisions budgétaires. À cause du retard dans l'adoption de cette loi, certaines mesures destinées à améliorer les recettes fiscales n'ont pas encore été mises en œuvre. En plus, l'engagement des dépenses non prioritaires a été suspendu pendant une période étendue. Cependant, l'objectif révisé de recettes fiscales a été atteint bien que les recettes de TVA sur les produits pétroliers aient été réduites à cause de la baisse de leur prix d'importation. Cette baisse des prix a permis de diminuer les dépenses publiques destinées aux subventions des prix à la pompe et d'alléger le déficit commercial. Elle a aussi facilité le passage au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe aux paramètres internationaux, effectif au premier semestre de 2016.

La loi de Finances initiale pour 2016 prévoit l'accélération progressive de la croissance économique. Le Gouvernement entrevoit d'adopter une politique budgétaire plus expansionniste par rapport aux années précédentes. L'État annonce aussi des mesures pour mobiliser les ressources internes pour atteindre un taux de pression fiscale de 10.4% du PIB. L'allocation des crédits ouverts pour les programmes d'investissements publics sont conformes aux priorités annoncées par l'État. Pour que le budget se traduise en une concrétisation de la Politique Générale de l'État, le défi pour l'État est d'améliorer l'efficacité de la gestion financière incluant la crédibilité du budget et le contrôle de l'exécution du budget. Le budget perd son rôle de prévision si des écarts importants persistent entre les dépenses exécutées et le budget approuvé initialement (voir annexe 1).

## Executive Summary

---

In 2015, economic activity did not rebound as expected and growth fell short of initial projections. The economy is estimated to have grown by 3.0 percent in the year, amid unfavorable domestic and external conditions. The expansion of the main drivers of growth decelerated. Falling international prices of extractive products resulted in lower export receipts. The tourism sector suffered from the interruption of flights by the national airline company, in addition to the losses that the company accumulated in previous years. The high recovery expected in the activities of Export Processing Zones is still waiting to materialize. In addition, rice production contracted following bad weather conditions at the beginning of 2015, which was a factor in higher inflation.

Given these macroeconomic evolutions, a revised budget was adopted in November 2015, adjusting budget allocations and revenue projections. Due to the delay in adopting the revised budget, some of the measures introduced has not yet been implemented. In addition, the commitment of non-priority expenditures was suspended for an extended period. However, the revised target for revenues were reached although VAT on petroleum products shrank following the decline in their import prices. This decline in price allowed to reduce the burden of pump price subsidies in public expenditures and to lessen the commercial deficit. It also eased the transition to an automatic adjustment of pump price to international parameters, which was introduced during the first semester of 2016.

The budget for 2016 forecasts a gradual acceleration of economic growth. The Government plans to implement an expansionary fiscal policy compared to previous years. It also announced new measures that aim to mobilize domestic resources and a target of tax to GDP ratio of 10.4%. The budget allocations for public investment are aligned with the Government's stated priorities. Challenges remain for the government to improve the effectiveness of financial management, including the credibility of the budget and monitoring of the budget execution, to ensure that the budget serves to implement the General Policy of the State. To use the budget as an effective forecasting tool, the gap between budget projections and execution should be reduced (see annex 1).

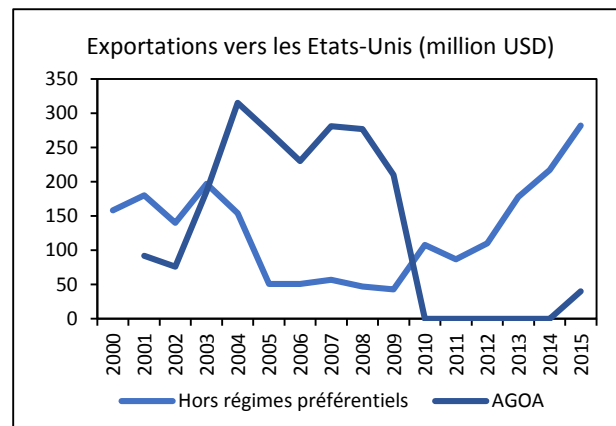
## Développements récents

**Madagascar a manqué son objectif initial de croissance en 2015.** Le taux de croissance en 2015 est estimé à 3% au lieu de 5% projeté dans la loi de Finances initiale pour 2015. Les contributions des principaux piliers de la croissance au cours des années précédentes constitués par les industries extractives, zones franches et tourisme se sont affaiblies en 2015. En plus, la production agricole a été affectée par les conditions météorologiques défavorables. La baisse de la production rizicole par rapport à l'année 2014 est estimée à 6%, correspondant à une récolte de paddy de 3.7 millions de tonnes en 2015. Les productions de manioc et de maïs ont aussi décliné de 10%<sup>1</sup>. Du côté de la demande, la croissance a été tirée par les investissements et la consommation privée.

**La faiblesse du cours du nickel a réduit les recettes d'exportation.** Au dernier trimestre de 2015, le cours moyen du nickel est tombé à 9,400USD par tonne contre 15,800USD un an auparavant. Ainsi, la valeur des exportations a progressivement baissé malgré l'avancement de la production. La quantité de nickel exportée est passée de 36,100 tonnes en 2014 à 47,200 tonnes en 2015. Cependant, les exportations sont évaluées à 551 millions USD en 2015, en baisse de 6.8% par rapport à 2014. Les cours du nickel pourraient encore plonger dans les prochains mois à cause de l'abondance de l'offre pour ne recommencer à prendre une pente positive qu'en 2017<sup>2</sup>. Les recettes d'exportations minières sont réduites davantage avec la baisse de plus de 40% de la quantité de minerais de titane exportée par Madagascar. La valeur des exportations de titane a été réduite à 31.8 millions USD en 2015 contre 62.3 millions USD en 2014.

**Les exportations des entreprises franches ont ralenti en 2015, contrairement à l'expectation suite au retour de l'admissibilité de Madagascar dans l'AGOA.** Les exportations totales des entreprises franches ont fléchi de 658 millions USD en 2014 à 558 millions en 2015. Le pays a exporté moins vers l'Europe, alors que c'est ce marché qui a soutenu la reprise entamée en 2011. Les exportations effectuées sous le régime de l'AGOA se sont élevées à 40 millions USD en 2015<sup>3</sup>. Le marché américain présente une potentialité énorme sachant que les pays admissibles au régime de l'AGOA ont exporté 7.9 milliards USD en 2015. Au cours de l'année 2015, 24 entreprises ont reçu l'attestation d'entreprises franches. L'impact du retour de Madagascar dans l'AGOA devrait ainsi être plus marqué en 2016. Les exportations hors régimes préférentiels vers les États-Unis ont beaucoup progressé depuis 2013 grâce à l'exportation de nickel (Graphique 1).

Graphique 1: Une forte augmentation des exportations hors régime préférentiel vers les États-Unis est observée à partir de 2013



Source: Mfb

<sup>1</sup> Programme Alimentaire Mondial (Octobre 2015). Special report on FAO/WFP Crop and food security assessment mission to Madagascar.

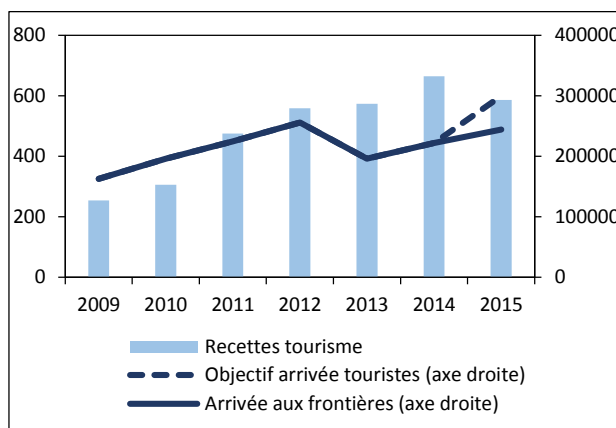
<sup>2</sup> Banque mondiale (Janvier 2016). Commodity Markets Outlook.

<sup>3</sup> Source : <http://agoa.info/data/trade.html>

**Madagascar a reçu plus de touristes en 2015 qu'en 2014 mais l'objectif fixé pour 2015 de 300 000 touristes n'a pas été atteint.**

En plus, les recettes touristiques ont décliné par rapport à l'année 2014 (Graphique 2). Les perturbations au sein de la compagnie aérienne nationale ont certainement contribué à freiner le développement du secteur avec des pertes plus importantes pour les activités hôtelières et touristiques dans les sites nécessitant un déplacement par voie aérienne. En plus des pertes pour les activités liées au tourisme local, les recettes de services de transport aux non-résidents ont baissé de 60% par rapport à 2014. Le secteur du transport aérien est pourtant en plein développement comme le démontrent l'augmentation des fréquences de vols par les compagnies aériennes étrangères ou encore l'entrée de nouvelles compagnies.

Graphique 2: Les recettes provenant du tourisme ont baissé en 2015 par rapport à 2014



Source: BCM et MTTM (Données provisoires pour 2015)

**Selon la loi de Finances rectificative pour 2015, les investissements devaient soutenir la croissance en 2015.**

Les prévisions s'appuyaient sur l'intensification des investissements publics et le lancement de travaux effectués dans le cadre de Partenariats Publics Privés. Le taux d'engagement des dépenses liées aux programmes d'investissement public est de 79% en 2015, correspondant à 3.5% du PIB. Du côté des investissements privés, les IDE ont repris et sont estimés à 436.6 millions USD en 2015<sup>4</sup>, après deux années de baisse. Selon les dernières informations disponibles<sup>5</sup>, depuis 2011, les flux d'IDE sont orientés principalement vers les activités financières (44.7% des flux totaux en 2013). Avec l'achèvement de la phase d'investissement dans les grands projets miniers, les flux d'IDE pour les industries extractives ne représentaient plus que 18.5% des flux totaux en 2013 alors que ceux-ci atteignaient 57.9% en 2012.

**L'inflation s'est accélérée en 2015 avec la diminution de la production agricole et le renchérissement du coût des transports de marchandises<sup>6</sup>.**

La hausse de l'indice des prix à la consommation a atteint 7.6% en glissement annuel. L'année 2015 met ainsi fin au cycle de ralentissement de l'inflation amorcé depuis la fin de l'année 2011 et qui découlait, entre autres, des effets du gel des prix à la pompe des produits pétroliers et de la stabilisation du marché du riz à l'époque<sup>7</sup>. Le mouvement des prix s'est surtout intensifié au cours du premier trimestre 2015 et le taux d'inflation s'est stabilisé à son niveau élevé pour le reste de l'année. La hausse des produits d'origine interne expliquent la majeure partie de la hausse des indices de prix à la consommation avec la hausse des prix des produits alimentaires, du charbon et des loyers (Graphique 3).

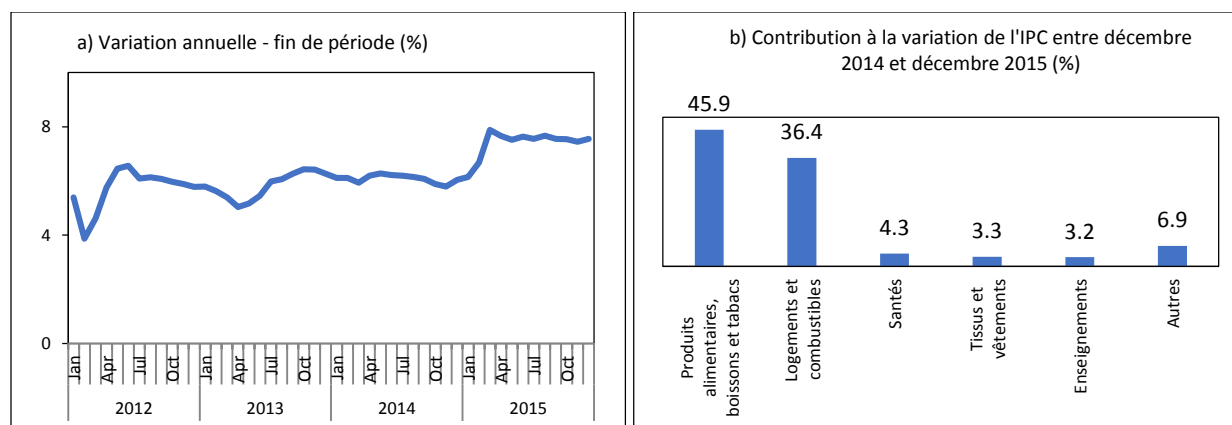
<sup>4</sup> Données provisoires de la Banque Centrale. Montant des IDE nets.

<sup>5</sup> Banque Centrale de Madagascar et Instat (Janvier 2015). Étude sur les Investissements Directs Étrangers à Madagascar 2013/2014. Le rapport fournit les chiffres définitifs pour l'année 2013 et les chiffres provisoires au premier semestre 2014.

<sup>6</sup> Le coût de transport augmente habituellement en saison de pluie avec une hausse plus marquée en 2015 après les cyclones au premier trimestre.

<sup>7</sup> Banque mondiale (Octobre 2012). Evolution économique récente.

Graphique 3: Le taux d'inflation a été soutenu à partir du mois de mars 2015 à cause de la hausse des produits d'origines locales



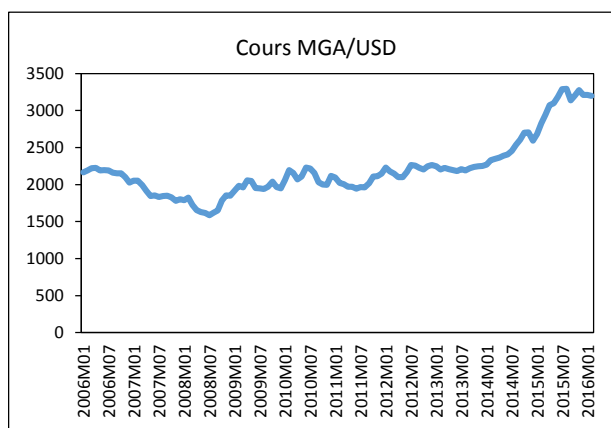
Source : Instat

## Secteur extérieur

**Le solde de la balance des paiements a été excédentaire à la fin de l'année.** Cette situation a pourtant beaucoup fluctué au cours de l'année. Après avoir été excédentaire au cours du premier trimestre, les soldes cumulés de la balance des paiements ont été déficitaires à la fin du deuxième et du troisième trimestre. La situation du solde global au premier trimestre a été soutenue par l'enregistrement des décaissements des emprunts publics conclus en 2014. Au cours des deux trimestres suivants, les paiements de dividendes au profit des non-résidents se sont accrus. Pour l'ensemble de l'année 2015, le montant total des paiements de dividendes a atteint 347 millions USD, soit une hausse de plus de 50 millions USD par rapport à l'année précédente. Au cours du quatrième trimestre, l'entrée en haute saison des exportations de produits agricoles (vanille et girofle) ont appuyé la balance commerciale. À la fin de l'année, le déficit courant est estimé à 2.5% du PIB. Les décaissements d'appuis budgétaires au cours du dernier trimestre ont contribué à couvrir le déficit courant.

**Les fluctuations du solde de la balance des paiements ont exercé des pressions sur le cours de l'Ariary.** Au cours du deuxième et troisième trimestre, le déficit de la balance globale a intensifié les pressions sur le marché des changes. Ainsi, une dépréciation de 18% de l'Ariary contre le dollar américain a été enregistrée en septembre par rapport à une année auparavant. Avec le solde excédentaire de la balance des paiements au quatrième trimestre, le cours de l'Ariary s'est stabilisé vers la fin de l'année (Graphique 4). Ainsi, les réserves officielles de la Banque Centrale sont passées de l'équivalent de 2.2 mois d'importation à fin 2014 à 2.7 mois à la fin de 2015.

Graphique 4: L'excédent de la balance des paiements au quatrième trimestre a contribué à stabiliser le cours de l'Ariary par rapport au dollar américain

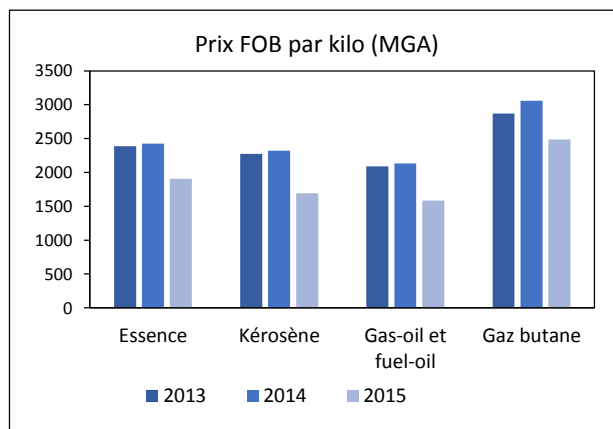


Source: BCM

**La faiblesse des prix des matières premières sur le marché international s'est répercutée simultanément sur les exportations et les importations, et s'est soldée par une contraction du déficit commercial par rapport à l'année 2014.** La baisse des importations a été supérieure à celle des exportations et provient largement de l'effet prix. D'une part, la valeur des importations s'est contractée de près de 360 millions USD par rapport à 2014. Le déclin du cours du baril a baissé la facture des produits pétroliers de 220 millions USD, bien que les quantités importées et consommées aient progressé. D'autre part, les exportations se sont réduites de 130 millions USD suite à la diminution du prix du nickel et à la réduction de la demande de produits vestimentaires.

**Le coût d'importation des produits pétroliers a été nettement moins cher en 2015.** La baisse des prix sur le marché international a plus que compensé la dépréciation de l'Ariary entre 2014 et 2015. Ainsi, le coût de l'importation moyen exprimé en Ariary<sup>8</sup> - tous produits pétroliers confondus - est réduit d'environ 560 MGA entre ces deux années, soit l'équivalent de 25% du prix d'importation moyen en 2014 (Graphique 5). Cependant, les prix à la pompe n'ont pas suivi l'évolution des prix sur le marché international : les prix à la pompe ont été révisés à la baisse au mois de février 2015 mais une nouvelle hausse est intervenue au mois de juin alors que le cours du baril a continuellement chuté. Ceci reste attribuable au mécanisme de fixation des prix qui limitait l'ajustement des prix à la pompe à l'évolution des prix d'approvisionnement.

Graphique 5: Les coûts unitaires d'importations de produits pétroliers sont plus faibles en 2015



Source: MFB

## Finances publiques

**La loi de Finances rectificative pour 2015 prévoit un déficit budgétaire de 1,482 milliards MGA, équivalent à 5.2% du PIB.** Ce déficit serait financé par des tirages sur financement extérieur de 1,191 milliards MGA, une augmentation nette des titrés émis par le Trésor de 64.5 milliards MGA et des recours du Trésor à la Banque centrale pour le reste. Selon la publication du Trésor<sup>9</sup>, le déficit sur base caisse s'élève à 1,078 milliards MGA à la fin de 2015, équivalent à 3.8% du PIB. L'écart par rapport à la prévision provient de la non-exécution de 375 milliards MGA de dépenses et de 145 milliards MGA d'apurement d'arriérés. Encore une fois, l'ajustement des dépenses s'est effectué sur les dépenses d'investissements avec 72% des dépenses non engagées. Du côté des recettes, les projections de recettes fiscales ont été réalisées à 100% tandis que les dons encaissés ont été de 109 milliards MGA inférieurs aux prévisions.

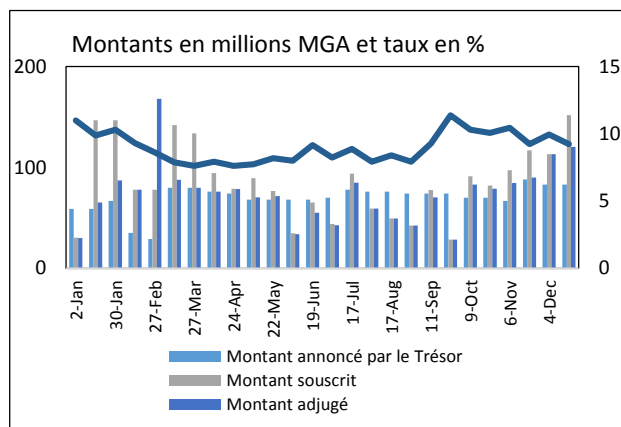
**Le financement du déficit a été plus coûteux pendant le deuxième semestre.** Du mois de juin au mois de septembre, les souscriptions aux annonces de BTA ont été insuffisantes pour couvrir les offres du Trésor. Par conséquent, les taux d'intérêt ont commencé à grimper et le taux moyen pondéré est passé de 8.2%

<sup>8</sup> Calcul sur la base des données de la Douane. Les quantités sont exprimées en kg uniquement dans la base de données.

<sup>9</sup> [www.tresorpublic.mg](http://www.tresorpublic.mg) : Tableau des OGT décembre 2015

à la fin du mois de mai à 11.4% lors de la deuxième adjudication au mois de septembre<sup>10</sup> (Graphique 6). Le taux a légèrement fléchi à partir du mois d'octobre suite à la décision de la Banque centrale de réduire le taux des réserves obligatoires des banques primaires. Les offres non satisfaites sur le marché des BTA ont été palliées par des financements par la Banque centrale. Pour l'ensemble de l'année 2015, l'État a accumulé des créances nettes estimées à 475 milliards MGA auprès du système bancaire. Par conséquent, la loi de Finances pour 2016 prévoit une augmentation des charges relatives aux paiements d'intérêts sur dettes intérieures. Les emprunts extérieurs ont financé 57% du déficit et les financements du système bancaire ont couvert le reste.

Graphique 6: Le coût des emprunts internes ont augmenté au troisième trimestre

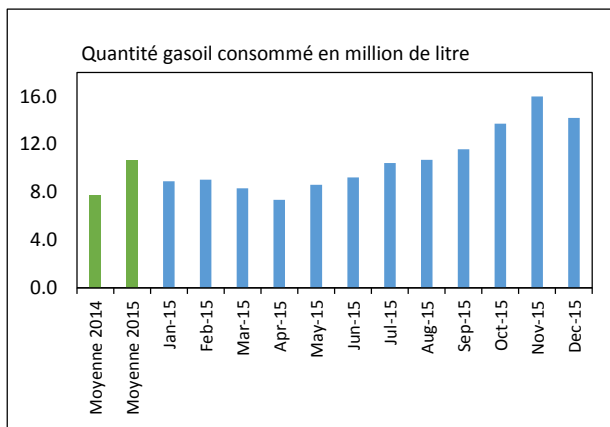


Source: BCM

**Les progrès observés au premier semestre sur la collecte des recettes fiscales ont été maintenus au deuxième trimestre.** Ainsi, l'objectif de recettes fiscales posé dans la loi de Finances rectificative 2015 a été atteint et même légèrement dépassé. Les recettes fiscales collectées en 2015 sont estimées à 3,011 milliards MGA – en valeur brute<sup>11</sup> - contre une prévision de 2,994 milliards MGA. Ceci correspond à une augmentation nominale de 16.5% par rapport à la réalisation en 2014 et à un taux de pression fiscale égale à 10% après remboursement de TVA. L'amélioration des recettes fiscales a été surtout enregistrée au niveau de la collecte des taxes sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de douane hors produits pétroliers suite au renforcement du recouvrement d'arriérés d'impôts. Le taux de pression fiscale actuel demeure faible par rapport aux pays pairs de Madagascar.

**La baisse du coût d'importation a engendré la réduction des recettes de TVA sur les produits pétroliers (TVAPP).** Les recettes de TVAPP, lesquelles sont basées sur la valeur du produit importé, ont régressé de jusqu'à 15% par rapport à 2014. Les gains provenant de l'augmentation de la quantité n'ont pas suffi pour combler cette réduction. En effet, la baisse des prix ne s'est pas encore traduite par une augmentation sensible de la demande, en dehors de la Jirama. Près de 2/3 de la variation de la consommation de gasoil, le produit le plus consommé à Madagascar, découlent de la consommation de cette société d'État à cause de l'intensification du recours aux générateurs fonctionnant au gasoil, renchérissant ainsi le coût de production de l'électricité (Graphique 7).

Graphique 7: La consommation en gasoil de la Jirama est en hausse en 2015



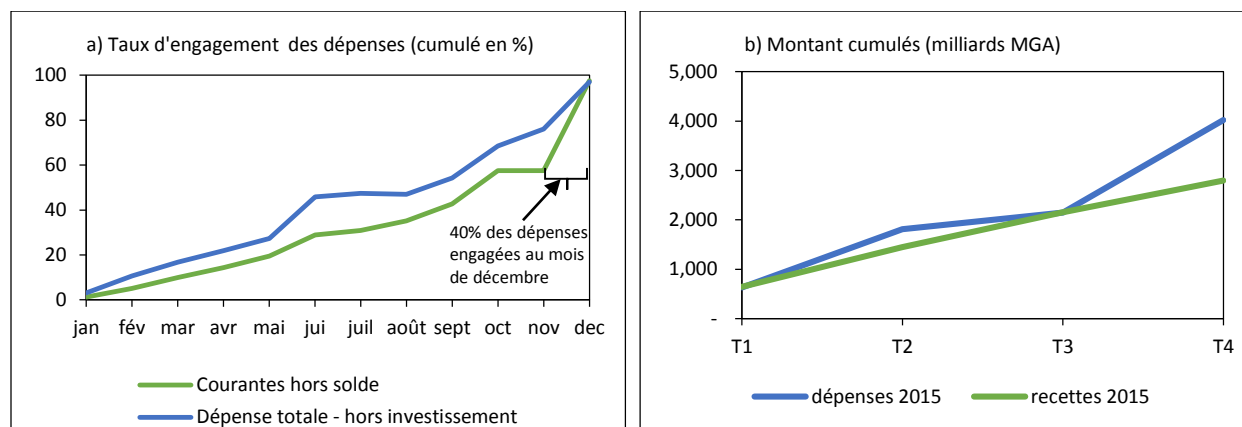
Source: www.jirama.mg

<sup>10</sup> Il y a deux sessions d'adjudication de BTA par mois.

<sup>11</sup> C'est-à-dire que ce montant inclut encore les TVA à rembourser.

**Le processus d'adoption de la loi de Finances rectificative a retardé l'engagement des dépenses publiques.** À fin décembre 2015, les dépenses totales engagées sont estimées à 4,477.8 milliards MGA dont 77% constituent des dépenses courantes. Selon les données tirées du SIIGFP<sup>12</sup>, 43% des dépenses courantes engagées en 2015 ont eu lieu au cours du quatrième trimestre avec 40% des dépenses courantes hors solde engagées au cours du mois de décembre uniquement (Graphique 8a). Cette concentration des dépenses en fin d'année est un problème récurrent de la gestion des finances publiques à Madagascar. L'application du taux de régulation constitue la raison la plus fréquemment avancée<sup>13</sup> en visant à maintenir la cadence des engagements de dépenses en fonction du recouvrement des recettes. Le graphique 8b fait ressortir cet ajustement des dépenses engagées aux ressources disponibles en 2015, du moins pendant les trois premiers trimestres. L'accélération des engagements au dernier trimestre s'est accompagnée de l'apparition de nouveaux arriérés. En 2015, ceci a été aggravé par la suspension des engagements pendant la préparation de la LFR.

Graphique 8: L'engagement des dépenses courantes s'est concentré à la fin de l'année



**Ce rythme d'engagement des dépenses publiques dégrade la qualité de la gestion des dépenses publiques.** En effet, l'exécution des dépenses se fait dans la précipitation. A cause de l'accumulation du travail, le temps alloué au contrôle est réduit. Ceci affecte la qualité du contrôle et augmente les risques d'irrégularités. Par ailleurs, l'exercice budgétaire est rallongé et la production des rapports de suivi de la gestion des finances publiques subit des retards<sup>14</sup>. Cet attardement limite également la performance des actions gouvernementales sachant que l'exécution des programmes du gouvernement devrait s'étaler tout au long de l'année.

## Secteur monétaire

**Le développement des crédits a favorisé l'expansion de la masse monétaire** laquelle a augmenté de 14.5% entre décembre 2014 et décembre 2015 (Graphique 9). Celle-ci a été largement tirée par les crédits octroyés par les banques de dépôts à l'économie. Cependant, on note une stagnation de l'élan du développement des crédits à l'économie observé un an auparavant: ceux-ci ont augmenté de 15.3% en variation annuelle à fin décembre 2015 comparée à 18.6% en 2014. Sur les 490 milliards MGA de crédits

<sup>12</sup> Système Intégré Informatisé de Gestion des Finances Publiques. Données extraites au 21 janvier 2016.

<sup>13</sup> Rapports d'exécution budgétaire des ministères, consultables sur [www.dgbudget.mg](http://www.dgbudget.mg)

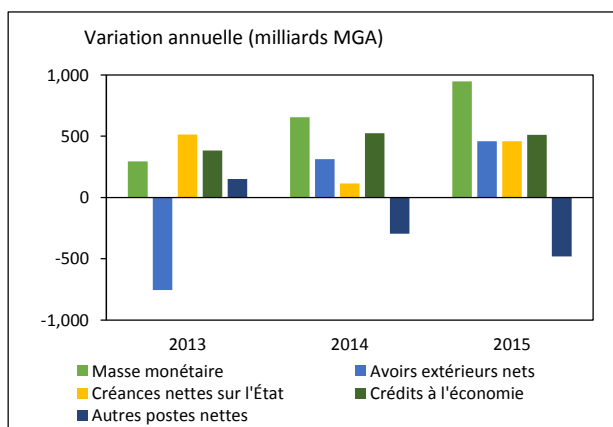
<sup>14</sup> L'État a déjà établi un calendrier afin de produire dans les délais conformes aux textes les lois de règlement à partir de l'année fiscale 2014.



alloués, 60% sont destinés au financement de projets d'investissements. Par ailleurs, on observe une nette progression des financements à moyen terme en faveur des entreprises privées.

**La Banque Centrale de Madagascar a révisé sa politique monétaire dans l'optique de relance de l'économie.** Au mois d'octobre, le taux directeur a été ramené de 9.5 à 8.7% et le taux des réserves obligatoires des banques commerciales de 15 à 13%, l'objectif annoncé étant de stimuler les investissements. Suivant cet assouplissement de la politique monétaire, une plus grande fluidité a été observée sur le marché des BTA. Ainsi, le développement des réponses aux offres de BTA du Trésor ont concouru au relâchement du taux moyen pondéré au dernier trimestre de 2015 (voir section sur les finances publiques). Pour le reste de l'économie, il est notoire que la transmission des politiques monétaires est généralement faible et incertaine dans les pays à moyens et faibles revenus<sup>15</sup> comme Madagascar. Un raffermissement de la stabilité politique et l'amélioration du climat des affaires devraient renforcer la confiance des investisseurs et réduire l'aversion au risque des banques afin de promouvoir l'offre et la demande de crédit, et de manière globale, rendre efficaces les politiques publiques.

Graphique 9: L'accélération de la croissance de la masse monétaire a continué en 2015



<sup>15</sup> FMI (2015). Evolving Monetary Policy Frameworks in Low Income and Other Developing Countries.

## Perspectives à moyen termes

**Les récents développements indiquent que le contexte global en 2016 ne sera pas plus favorable qu'en 2015 pour Madagascar.** L'économie globale devrait se raffermir en 2016 et la croissance dans les pays développés devrait s'accélérer. Cependant, les cours des matières premières sont prévus rester faibles. Le cours du nickel pourrait encore plonger dans les prochains mois à cause de l'abondance de l'offre pour ne recommencer à prendre une pente positive qu'en 2017<sup>16</sup>. Le développement du marché des vêtements présente des opportunités considérables tout en faisant face à une concurrence de plus en plus accrue sur le marché mondial, laquelle est renforcée par la récente signature de l'accord de partenariat transpacifique<sup>17</sup>.

**La faiblesse du cours du pétrole devrait permettre de favoriser la demande interne.** La récente décision du gouvernement d'ajuster automatiquement les prix à la pompe suivant l'évolution des prix internationaux devrait libérer des ressources publiques et permettre au gouvernement d'intensifier les dépenses en faveur du développement. Le cours du baril est prévu s'établir à 37USD en moyenne en 2016, soit 27% moins cher qu'en 2015<sup>18</sup>. La baisse du prix sur le marché local contribuera à relancer la demande et les investissements si celle-ci est accompagnée d'une modération de la consommation de gasoil par la Jirama.

**Les perspectives favorables sont fragilisées par les faiblesses structurelles locales.** Pour renforcer la confiance des investisseurs locaux et étrangers, des efforts restent à faire dans l'amélioration de la gouvernance et de l'environnement des affaires et le maintien de la stabilité macroéconomique. Compte tenu de ces contextes, la croissance économique est projetée rebondir légèrement autour de 3.7% sur le moyen terme.

---

<sup>16</sup> Banque mondiale (Janvier 2016). Commodity Markets Outlook

<sup>17</sup> Traité de libre-échange entre des économies en Amérique et en Asie-Pacifique.

<sup>18</sup> Banque mondiale (Janvier 2016). Commodity Market Outlook

## Annexe 1

### Analyse de la loi de Finances initiale pour 2016

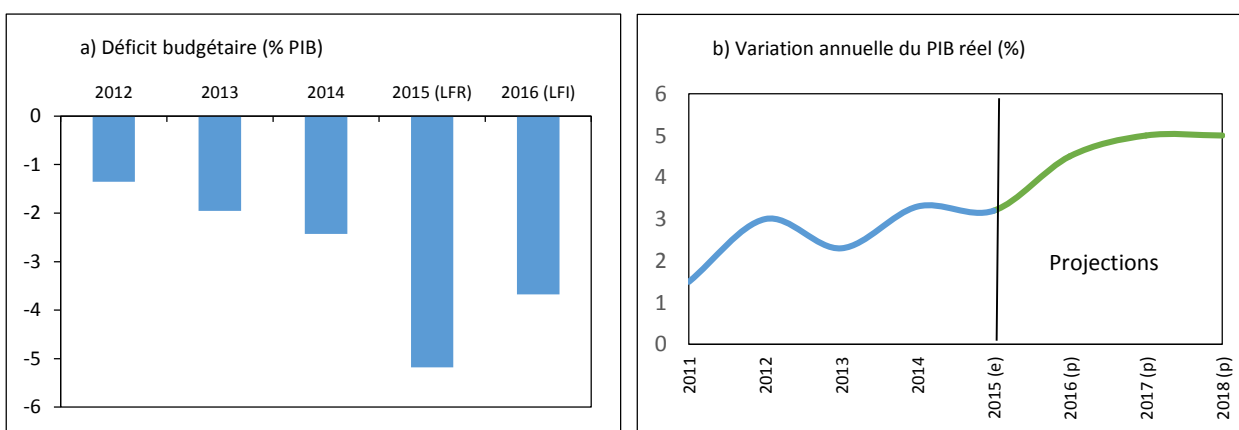
La loi de Finances autorise et prévoit, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et charges de l'État. Entre autres, elle contient le budget de l'État qui décrit les moyens et allocations aux différents programmes que l'État projette de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du Plan National de Développement.

La loi de Finances pour 2016 repose sur une hypothèse d'accélération de la croissance économique. Le Gouvernement prévoit d'adopter une politique budgétaire plus expansionniste par rapport aux années précédentes et d'élargir le déficit fiscal (Graphique 10 a). L'État annonce aussi des mesures pour mobiliser les ressources internes. Les crédits ouverts pour les programmes d'investissements publics sont alloués en fonction des priorités de l'État.

#### Cadrage macroéconomique

La loi de Finances prévoit que la croissance économique s'améliorera progressivement. Le taux de croissance est projeté à 4.5% en 2016 dans la loi de Finances initiale contre une estimation de 3.2% dans la loi de Finances rectificative pour 2015. Cette évolution serait appuyée par l'intensification des activités dans le secteur des bâtiments et travaux publics et une meilleure performance dans le secteur agricole. Ainsi, le Gouvernement envisage d'augmenter les investissements publics dans les infrastructures et dans l'appui au développement du secteur agricole. Toutefois, la plus grosse partie des investissements sera exécutée par le secteur privé. Les investissements publics atteindraient 5.1% du PIB tandis que les investissements privés seraient de 11.8%. La croissance du PIB s'établirait à 5% sur le moyen terme (Graphique 10b).

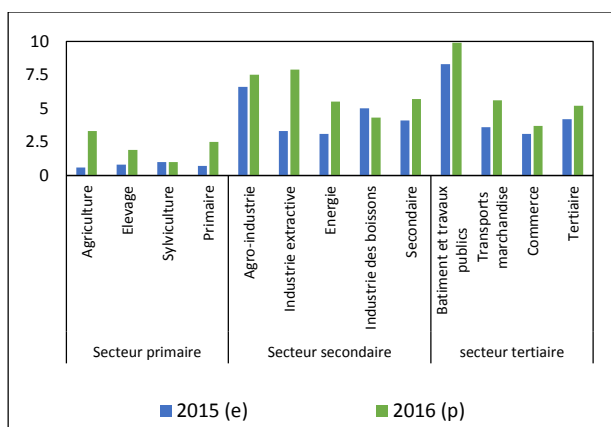
Graphique 10: L'État prévoit une politique budgétaire expansionniste pour soutenir la croissance à moyen terme



Source: LFI pour 2016

Les activités des zones franches industrielles, des industries extractives et de l'agro-industrie soutiendront le secteur secondaire. Les impacts du retour de l'accès à l'AGOA seraient plus visibles en 2016. Selon les projections dans la loi de Finances, les taux de croissance de tous les secteurs d'activités sont supérieurs à leurs niveaux en 2015 (Graphique 11), à la seule exception de l'industrie des boissons (plus faible taux de croissance par rapport à 2015).

Graphique 11: Une plus forte croissance est projetée pour toutes les branches en 2016



Source : LFI pour 2016

Le taux d'inflation est projeté à 7.2% à fin 2016 en glissement annuel. Cette projection table sur la continuité de la faiblesse des prix sur le marché international.

### Politique budgétaire

Le Gouvernement s'oriente vers une politique budgétaire expansionniste. La politique d'austérité consistant à viser un déficit en dessous de 2% a été abandonnée à partir de 2015. Le déficit budgétaire est projeté à 5.2% du PIB en 2015 puis à 3.7% en 2016 en base caisse. Les ressources publiques totales sont évaluées à 4,329 milliards et les dépenses totales à 5,321 milliards<sup>19</sup>.

### Politique fiscale

La loi de Finances pour 2016 introduit un nombre limité de nouvelles dispositions fiscales. Ceci est tout à fait normal sachant que Madagascar dispose déjà d'une politique fiscale solide<sup>20</sup>. En plus, un bon nombre d'ajustements ont été introduits par la loi de Finances rectificative pour 2015 qui a été adoptée très tard dans l'année, et dont les impacts ne se concrétiseront qu'à partir de l'année en cours. Le taux d'imposition des principaux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôts sur les revenus salariaux et Taxes sur la Valeur Ajoutée) est maintenu à 20%. L'amélioration de l'administration fiscale, c'est-à-dire la maîtrise des diverses exonérations, des exemptions et des régimes spéciaux et la lutte contre la corruption, joueront un rôle central dans l'augmentation des recettes fiscales.

La loi de Finances pour 2016 introduit deux principales mesures fiscales relatives aux recettes intérieures :

- i) l'ajout de la plus-value de cession des titres sociaux et/ou des droits y afférents dans les revenus imposables à l'impôt sur les revenus (20% du bénéfice comptable), et
- ii) l'augmentation du taux du droit d'accises sur la communication par téléphonie et réseaux mobiles à 10% contre 7% auparavant.

En termes de sécurisation des recettes, la loi de Finances pour 2016 prévoit:

- la mise en place de la délivrance d'autorisation définitive d'achat local et/ou d'importation d'alcool;
- l'installation obligatoire de caisse enregistreuse auprès de certains contribuables ; et

<sup>19</sup> Ces montants incluent les TVA à rembourser.

<sup>20</sup> Banque mondiale (2015). Diagnostic systématique de pays. Madagascar.

- l'obligation de déclarer le registre des comptes ouverts par les particuliers et les sociétés auprès de leurs établissements, pour les institutions financières et établissements de crédit.

Concernant les recettes douanières, le Gouvernement compte essentiellement sur l'intensification des importations et la sécurisation des recettes douanières. Les dispositions fiscales contenues dans la loi de Finances pour 2016 portent uniquement sur l'ajustement des tarifs douaniers pour être conformes à l'Accord de Partenariat Économique intérimaire et aux taux consolidés par l'Organisation Mondiale du Commerce.

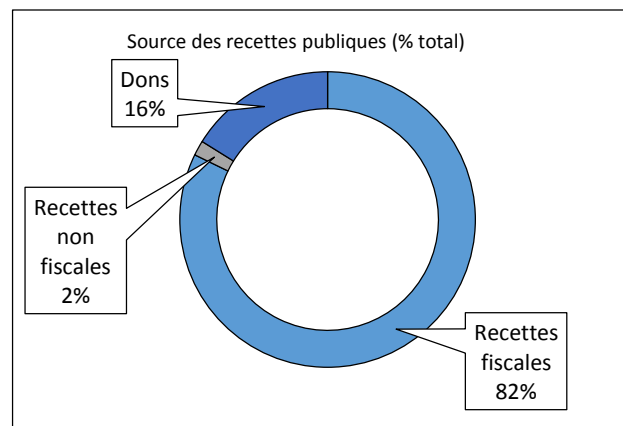
**Rappel des principales dispositions fiscales de la loi de Finances rectificative pour 2015**

- Suppression de l'exonération d'Impôt sur les Revenus (IR) et du minimum de perception des entreprises nouvellement créées pour les deux premiers exercices ;
- Instauration du minimum de perception de 2,000 MGA en matière de l'Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA) pour les salaires inférieurs à 250,000 MGA ;
- Application obligatoire du logiciel sur la valeur administrative comme minimum de base imposable des biens immeubles pour asseoir le Droit d'Enregistrement (DE) sur les mutations des biens immeubles ;
- Révision du droit de visa de passeport pour les visas valables pour un séjour inférieur ou égal à un mois (80,000 MGA au lieu de 0 MGA auparavant) ;
- En matière de Droit d'Accises (DA) :
  - o Réduction à 2,0% de l'abattement de 5,0% sur les cigarettes fabriquées utilisant au minimum 70,0% de poids de tabac local ;
  - o Augmentation des taux et tarifs du DA pour les produits alcooliques et alcoolisés tels que la bière (290 MGA/ litre au lieu de 250 MGA), le rhum et le whisky (hausse variant entre 50 et 370 MGA / litre pour les taxes unitaires et entre 25 et 30 points de pourcentage pour les taxes ad valorem) ;
  - o Introduction du DA aux jus de fruits ou de légumes, aux eaux gazéifiées et à d'autres boissons non alcooliques de 25MGA/litre ;
  - o Taxation au DA de tous les véhicules neufs importés au taux de 10%.

Les recettes budgétaires

Les ressources de l'État proviendraient essentiellement des recettes fiscales lesquelles représentent 82% des ressources totales (Graphique 12). Les dons venant des partenaires techniques et financiers constituent la deuxième source (15.6%). Ainsi, ce sont essentiellement les contribuables qui assurent à l'État les moyens pour réaliser son programme. Les recettes non fiscales ne procurent qu'une infime partie des ressources de l'État. Malgré les sommes importantes injectées dans les entreprises publiques, les dividendes encaissés par l'État sur ses participations dans des sociétés commerciales ne sont que d'environ 30 à 40 milliards MGA par an.

Graphique 12: Les contribuables fournissent 82% des ressources de l'État



Source: LFI pour 2016

## Recettes fiscales

Le Gouvernement prévoit une augmentation des recettes fiscales de 0.5% du PIB entre 2015 et 2016. Les recettes fiscales totales s'établiraient à 3,249.1 milliards MGA (nettes des remboursements de TVA) en 2016 contre 2,843.6 milliards MGA en 2015. Les recettes à collecter par l'administration des douanes s'élèvent à 1,688.7 milliards MGA, en hausse de 13.9% comparée à la loi de Finances rectificative pour 2015 et celles à collecter par la Direction Générale des Impôts sont à 1,650.4 milliards MGA, en hausse de 21.2%.

L'accroissement des recettes fiscales résulterait d'une économie plus dynamique, de l'application de nouvelles dispositions fiscales et des mesures administratives.

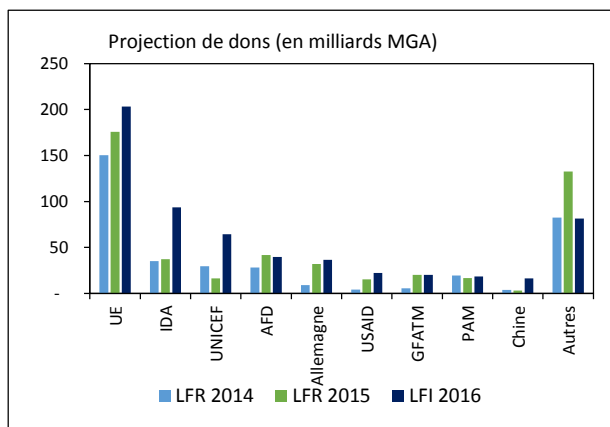
## Les dons

Le Gouvernement escompte recevoir plus de dons en 2016 qu'en 2015. La projection de dons augmente de 26.3% entre les deux années et atteint 673.5 milliards en 2016, dont 78.3 milliards MGA de dons courants et 595.2 milliards MGA de dons projets. L'essentiel de l'accroissement des dons provient des subventions extérieures affectées aux investissements (+ 105.2 milliards MGA)<sup>21</sup>.

La majeure partie des dons est fournie par les partenaires techniques et financiers «traditionnels» (Graphique 13). Les appuis en 2014 et 2015 étaient marqués par les projets d'urgence dont les plus importants répondaient aux catastrophes naturelles : lutttes antiacridiennes, cyclones, etc. En 2016, on observe une extension des domaines d'appuis dans des projets structurels comme le développement des infrastructures électriques et routières, et l'extension de la fourniture de services sociaux de base.

Les dépenses sociales et de développement rural sont priorisées dans l'allocation des dons projets (Graphique 14). Plus de la moitié (55%) des dons projets est allouée au Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de la Santé Publique et Ministère de l'Agriculture. Les programmes financés visent l'appui à l'enseignement fondamental du premier cycle (128 milliards MGA), l'appui aux services de santé et aux lutttes contre les maladies (99 milliards MGA), et les divers projets d'amélioration de la productivité agricole incluant les réhabilitations d'infrastructures et les renforcements de capacités des agriculteurs (101.7 milliards MGA). La gestion des ressources naturelles, le développement des infrastructures électriques et le développement des infrastructures routières par HIMO reçoivent également des subventions extérieures significatives (respectivement de 36 milliards MGA, 34 milliards MGA et 40 milliards MGA).

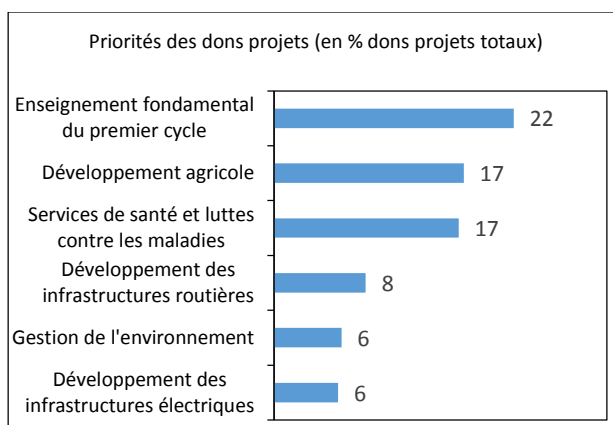
Graphique 13: Les principaux donateurs intensifient leurs supports en 2016



Source: LFR pour 2014, LFR pour 2015 et LFI pour 2016

<sup>21</sup> Une partie de la hausse des dons escomptés provient de la dépréciation de la monnaie locale.

Graphique 14: L'appui à l'enseignement fondamental constitue la première priorité des PIP financés par dons



Source : LFI pour 2016

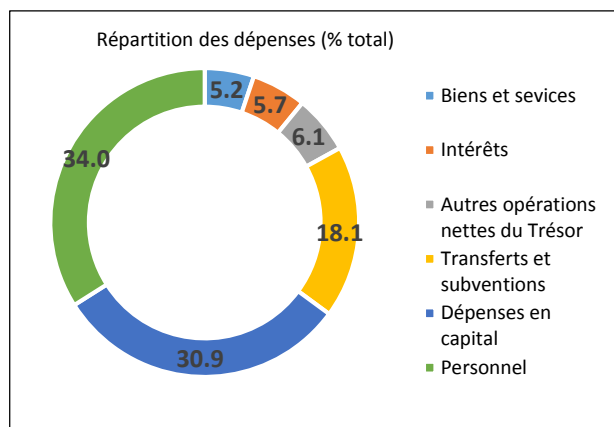
## Les dépenses

### Composition des dépenses

Les dépenses de personnel restent le plus grand poste de dépense du Gouvernement (Graphique 15). Celles-ci sont estimées à 1,669.5 milliards MGA en 2016, soit 34% des crédits autorisés. L'autorisation d'effectifs budgétaires est restée quasi-inchangée en 2016 avec une prévision de 190,933 agents contre 191,021 dans la loi de Finances rectificative pour 2015. Selon la loi de Finances initiale pour 2016, le Ministère de l'Education Nationale prévoit le recrutement de 10,000 enseignants FRAM cette année. Ainsi, sur les 147 milliards de crédit en dépenses de soldes supplémentaires dans la loi de Finances initiale, 77 milliards sont budgétés pour le Ministère de l'Education nationale.

La composition des dépenses a progressivement changé en faveur des dépenses en capital lesquelles sont devenues le deuxième plus grand élément du budget. Les dépenses en capital s'élèvent à 1,646.1 milliards MGA en 2016, équivalent à 31% des dépenses totales. Cette proportion a été en moyenne de 22% en 2012-2013 et 26% en 2014-2015. Le budget prévoit de doubler les financements intérieurs par rapport à 2015<sup>22</sup>. Le taux d'augmentation des investissements sur financements extérieurs est estimé à 6.5% entre la loi de Finances rectificative pour 2015 et la loi de Finances initiale pour 2016 et ceci est provient entièrement des dons.

Graphique 15: Le 1/3 du budget est prévu pour les dépenses du personnel



Source: LFI pour 2016

Par conséquent, les dépenses courantes hors solde sont prévues se contracter. Elles sont composées essentiellement des dépenses de transfert mais la loi de Finances ne donne pas suffisamment de détail

<sup>22</sup> La plupart du temps, les dépenses en capital sur financements intérieurs servent à payer les taxes locales des projets sur financements externes.

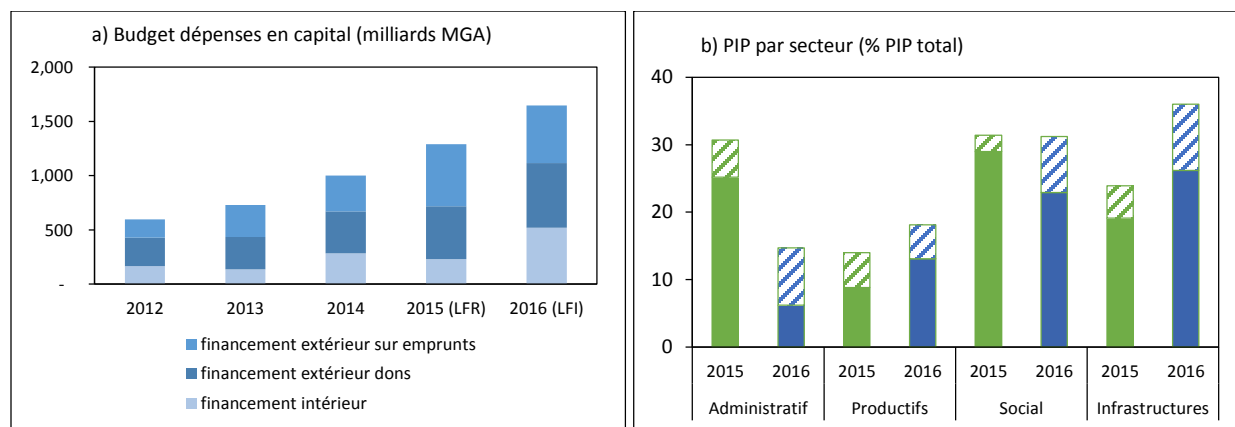
sur leur destination. Les transferts représentent 18% des dépenses totales et incluent les sommes prévues pour assister la Jirama et renflouer les caisses de retraite des fonctionnaires. La proportion des dépenses d'intérêts dans les dépenses totales croît dans le budget de 2016 suite à l'évolution du coût des emprunts et à l'importance des dettes à court termes. Celles-ci représentent 5.7% du budget. Les dépenses de biens et services et autres opérations nettes du Trésor représentent respectivement 5.2 et 6.1%<sup>23</sup>.

### Les dépenses d'investissement

Les programmes relatifs aux infrastructures sont priorités dans la répartition du programme d'investissement public (PIP) en 2016 (Graphique 16b). Les infrastructures représentent 36% des PIP prévus en 2016 contre une moyenne de 25% en 2014 et 2015. En plus des développements d'infrastructures financés par dons, une part croissante des infrastructures est financée par des emprunts extérieurs, à l'instar des travaux de réhabilitation de routes vers le village de la francophonie (89.6 milliards MGA) et l'extension du port de Toamasina (77.9 milliards MGA). L'État prévoit également d'emprunter 57.0 milliards MGA pour l'aménagement de la Route Nationale 9 (RN 9) et 37.2 milliards MGA pour la RN 5.

La proportion des PIP dans les secteurs sociaux se stabilise par rapport à 2015. Par contre, celle du PIP alloué au secteur administratif diminue considérablement suite à la clôture des projets sur financements externes qui assuraient leur financement.

Graphique 16: Les dépenses en capital sont prévues augmenter avec une augmentation de la part des infrastructures dans le PIP



Source : LFI pour 2016

Note sur le graphique b) : fond uni : financement extérieur, fond rayure : financement intérieur.

Les PIP sur financements internes ne priorisent aucun secteur en particulier (voir annexe 2 - Tableau 3). Les projets les plus importants se rapportent à l'appui aux développements régionaux et des districts (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation), aux réhabilitations d'infrastructures routières (Ministère des Travaux Publics et MEPPATE), aux travaux d'équipements pour les établissements scolaires publics (Ministère de l'Éducation Nationale), à la lutte antiacridienne et appui à l'agriculture (Ministère de l'Agriculture), au développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement (Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène), à la fourniture des services hospitaliers et l'appui à la politique

<sup>23</sup> Les opérations nettes du Trésor incluent, entre autres, les comptes d'avances, de participation, et de commerce ; les comptes des opérations des établissements publics et des collectivités décentralisées, etc.

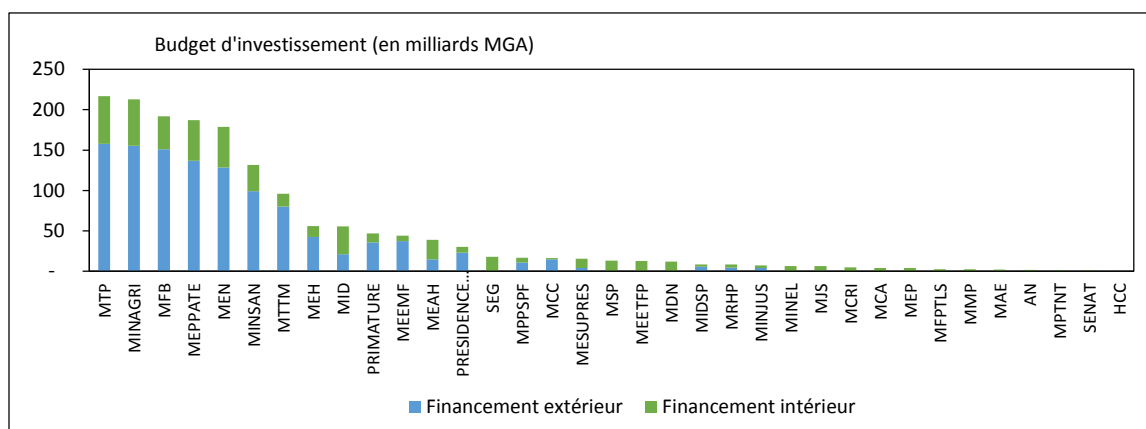


de survie de la mère et de l'enfant (Ministère de la Santé Publique), et les provisions sur opérations d'investissement et actions sociales du Ministère des Finances et du Budget.

L'État a augmenté les budgets d'investissements pour la sécurité des biens et des personnes, conformément à ses priorités annoncées dans la loi de Finances initiale. Ainsi, les crédits d'investissements du Secrétariat d'État chargé de la Gendarmerie, du Ministère de la Sécurité Publique et du Ministère de la Défense Nationale sont passés de 17.2 milliards MGA dans la loi de Finances rectificative pour 2015<sup>24</sup> à 42.3 milliards MGA dans la loi de Finances initiale pour 2016. Ces investissements sont financés exclusivement par financement interne et sont inscrits dans des programmes de renforcement de la sécurité nationale et des équipements de ces institutions.

En général, l'importance du budget d'investissement d'une institution dépend positivement de son accès aux financements externes (Graphique 17).

Graphique 17: L'importance du budget d'investissement dépend de l'accès de l'institution aux financements externes



Source : LFI pour 2016

### Répartition par institution

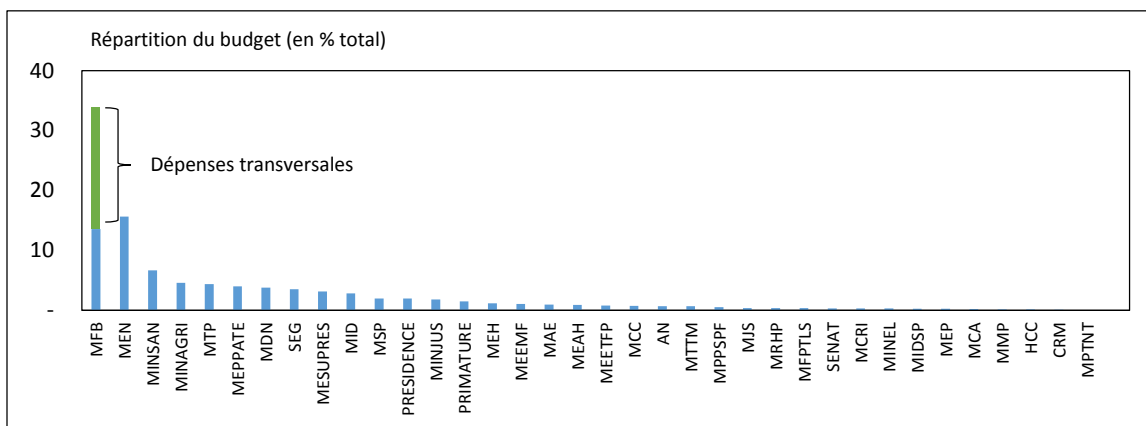
**Le budget est très concentré dans quelques ministères** (Graphique 18) : le Ministère des Finances et du Budget reçoit 34% du budget total, dont 60% sont des dépenses transversales. Le budget du Ministère des Finances et du Budget et du Ministère de l'Éducation Nationale représentent la moitié du budget total tandis que 21 institutions sur les 36 mentionnées dans la LFI les moins lotis se départagent les 10% du budget. Ces deux ministères se caractérisent par l'importance des dépenses de solde et de transfert dans leur budget. En général, les ministères qui reçoivent le plus de crédits sont ceux qui ont des dotations en solde élevées.

Les dépenses transversales incluent le renflouement de la caisse de retraite, les subventions pour la Jirama, les transporteurs de taxi-be et Air Madagascar, les remboursements des arriérés de l'État et le paiement des intérêts de la dette publique.

Les budgets pour l'accueil du sommet de la francophonie sont inscrits dans les crédits pour la Présidence (25 milliards MGA pour la Délégation Générale de l'Organisation du 16<sup>e</sup> sommet de la francophonie) et pour le MEPPATE (emprunt extérieur de 89.6 milliards MGA pour la réhabilitation de routes).

<sup>24</sup> Le budget a été réduit de moitié lors de la révision de la loi de Finances en 2015.

Graphique 18: Le budget est fortement concentré dans quelques ministères



Source: LFI pour 2016

### Variation des allocations entre la loi de Finances rectificative pour 2015 et loi de Finances initiale pour 2016

L'augmentation du crédit entre les deux lois de Finances est inégalement répartie entre les institutions. Trois ministères ont vu leur budget doubler contre un taux d'augmentation moyen du budget de 32% pour l'ensemble des institutions. Il s'agit du Ministère d'État en charge de Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement (MEPPATE), du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH) et du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID). Les crédits de ces trois ministères ont été étoffés par les budgets d'investissements et les dépenses de fonctionnement hors solde (transferts). Par contre, les inscriptions budgétaires pour 5 institutions ont baissé. Il s'agit de la Primature, des ministères des finances et du budget, de l'agriculture, des postes et nouvelles technologies, et de l'environnement. À l'exception du Ministère des Finances et du Budget, ces diminutions sont expliquées par l'achèvement des projets d'investissements sur financements extérieurs dont ces institutions ont bénéficié.

### Dettes publiques

Selon le dernier Bulletin Statistique de la Dette publié par la Direction Générale du Trésor, les dettes publiques totales sont estimées à 39.3% du PIB, dont 74% sont des dettes extérieures. Cette forte proportion des dettes extérieures pose une vulnérabilité aux fluctuations du taux de change. Le risque de surendettement a été révisé du niveau faible à modéré lors de l'analyse de la soutenabilité de la dette effectué en novembre 2015 à cause principalement de cet effet du taux de change. Toutefois, les dettes extérieures sont majoritairement concessionnelles. La maximisation des dettes concessionnelles reste la stratégie adoptée par le Gouvernement dans sa Stratégie de la Dette à Moyen Terme publiée en décembre 2015 et couvrant la période 2016-2018<sup>25</sup>. Pour 2016, le Gouvernement central prévoit d'emprunter à

<sup>25</sup> La Stratégie à Moyen terme de gestion de la dette est publiée sur le site internet du Trésor: [www.tresorpublic.mg](http://www.tresorpublic.mg)

l'extérieur un montant total de 4,869.2 milliards MGA dont 91.7% de prêts concessionnels. La prévision de tirage d'emprunt intérieur s'élève à 2,243.3 milliards MGA.

### Conclusion

Le Gouvernement pose des objectifs ambitieux de recettes fiscales dans la loi de Finances initiale pour 2016. Celles-ci constitueront les principales ressources de l'État. Sachant que la politique fiscale est restée stable, la mobilisation des recettes fiscales dépend de la dynamique économique et de la qualité de l'administration fiscale.

Le budget de l'État est avant tout un budget de fonctionnement car composé essentiellement de dépenses courantes. Le Gouvernement prévoit d'augmenter les ressources internes pour le financement des investissements. Cependant, les financements externes restent déterminants dans l'allocation des crédits d'investissements. La répartition des sources de financement des investissements mérite d'être rationalisée compte tenu de leurs possibles effets opposés sur la croissance (effet d'éviction de l'investissement privé, effet inflationniste, etc.). Ceci s'applique également au financement du déficit budgétaire.

Les priorités de l'État annoncées dans la loi de Finances sont, pour la plupart, bien reflétées dans la composition du budget. En général, les appuis des partenaires techniques et financiers sont alignés avec les programmes du gouvernement. Cependant, on constate des carences dans les programmes d'appui au secteur privé (hors agriculture) et à la création d'emploi stable. Ceci se manifeste par la faiblesse de l'enveloppe du PIP alloué au secteur productif (regroupant l'élevage, le tourisme, l'industrie et les mines) et, en général, des crédits ouverts aux ministères en charge du développement de ces secteurs. Cette carence est partiellement compensée par les investissements dans les infrastructures et pourrait être complétée par des mesures visant à améliorer l'environnement des affaires comme l'amélioration du système de justice et la promotion de la concurrence.

Pour que le budget se traduise en une concrétisation de la Politique Générale de l'État, l'État devrait aussi améliorer l'efficacité de sa gestion financière dont, entre autres, la crédibilité du budget et le contrôle de l'exécution du budget. En effet, le budget perd tout son rôle de prévision si des écarts importants persistent entre les dépenses exécutées et le budget approuvé initialement<sup>26</sup>. L'inefficacité du contrôle constitue l'une des principales causes d'inefficience de la gestion financière de l'État<sup>27</sup>. Les sources de cette inefficacité sont constamment citées dans les analyses de la gestion des finances publiques mais restent d'actualité. Celles-ci incluent la non-application des sanctions en cas de délit, faute de volonté politique, l'insuffisance de moyens à la disposition des entités en charge du contrôle, ou encore la faible implication des contrôleurs indépendants dont les pouvoirs législatifs et judiciaires, la société civile et les citoyens en général.

---

<sup>26</sup> L'indicateur PI-1 : Dépenses réelles totales par rapport au budget approuvé initialement est noté D (le plus faible score) à cause des écarts importants (+ de 15% sur 2 ou 3 ans) entre dépenses réelles et budget en 2008 et 2013.

<sup>27</sup> Banque mondiale

## Annexe 2

### Tableaux des données

Tableau 1 : Extrait des OGT

Extrait des Opérations Globales du Trésor				en milliards MGA		en % PIB	
				Décembre 2015	Prévision LFR	Décembre 2015	Prévision LFR
<b>RECETTES TOTALES ET DONNS</b>				<b>3,528.9</b>	<b>3,645.0</b>	<b>12.3</b>	<b>12.7</b>
	Recettes totales			3,104.6	3,111.6	10.8	10.9
	Recettes fiscales brutes *			3,010.6	2,993.6	10.5	10.5
	Recettes non fiscales			94.1	117.9	0.3	0.4
	Dons			424.2	533.4	1.5	1.9
<b>DEPENSES TOTALES</b>				<b>4,477.7</b>	<b>4,852.5</b>	<b>15.6</b>	<b>17.0</b>
	Dépenses courantes			3,459.0	3,563.5	12.1	12.5
	Personnel			1,527.1	1,646.5	5.3	5.8
	Fonctionnement			1,137.8	1,129.0	4.0	3.9
	Autres opérations nettes du Trés			563.2	527.5	2.0	1.8
	Dépenses en capital			1,018.7	1,289.0	3.6	4.5
	Financement intérieur			293.1	229.9	1.0	0.8
	Financement extérieur			725.6	1,059.1	2.5	3.7
<b>SOLDE GLOBAL (base engagements)</b>				<b>-948.8</b>	<b>-1,207.6</b>	<b>-3.3</b>	<b>-4.2</b>
Variation des arriérés intérieurs				-129.3	-274.0	-0.5	-1.0
<b>SOLDE GLOBAL (base caisse)</b>				<b>-1,078.1</b>	<b>-1,481.6</b>	<b>-3.8</b>	<b>-5.2</b>
<b>FINANCEMENT</b>				<b>1,078.1</b>	<b>1,481.6</b>	<b>3.8</b>	<b>5.2</b>
Extérieur net				619.7	1,017.8	2.2	3.6
Intérieur net				458.4	463.7	1.6	1.6

Source: www.tresorpublic.mg

\* avant remboursement TVA

Tableau 2 : Extrait de la balance des paiements

Extrait de la balance des paiements (réalisations provisoires)				
<i>en millions USD</i>				
	T1	T2	T3	T4
<b>1 - Transactions courante</b>	<b>-72.9</b>	<b>-104.0</b>	<b>-65.4</b>	<b>-32.0</b>
<b>1.1 Biens et services</b>	<b>-111.8</b>	<b>-128.1</b>	<b>-95.7</b>	<b>-64.5</b>
dont balance commerciale	-92.8	-71.2	-81.3	-53.9
1.2 Revenus des investissements	-52.3	-67.9	-69.1	-75.1
1.3 Transferts courants	91.1	91.9	99.5	107.5
<b>2 - opérations en capital et financières</b>	<b>51.8</b>	<b>-10.7</b>	<b>31.1</b>	<b>58.7</b>
2.1 opérations en capital	14.1	48.7	47.5	27.1
2.2 opérations financières	37.7	-59.5	-16.4	31.6
dont investissements directs (net)	74.8	90.1	99.5	63.5
<b>3- Balance globale</b>	<b>-21.2</b>	<b>-114.8</b>	<b>-34.3</b>	<b>26.6</b>

Source: Banque Centrale de Madagascar

Tableau 3: Les principaux PIP sur financement interne

Ministère	Mission ou programme	Crédit ouvert (millions MGA)
MID	Appui aux développements régionaux/Districts	23,800
MINAGRI	Semences et engrais	6,000
	Fonds d'entretien des réseaux agricoles	5,300
	Lutte antiacridienne	4,000
	Ajustement sectoriel développement rural	4,000
MFB	Provision sur opération d'investissement	9,151
	Action sociale et développement	6,500
MTP	Routes de désenclavement	3,000
	Gestion et entretien des routes	14,742
	Réhabilitation diverses routes nationales et ouvrage d'arts	10,000
MEPPATE	Aménagement et équipement des villes	6,406
	Mise en place et appui aux services déconcentrés du MEPPATE	2,486
	Réhabilitation des rues de 22 Chefs-lieux de régions et 8 communes urbaines	11,000
	Projet de réhabilitation des routes pour désenclavement	4,650
	Construction gare routière côté By-Pass	4,014
	Rocade Est- Nord-Est	2,000
	Réhabilitation route d'Ivato- Tsarasaotra et boulevard de l'Europe	1,950
MTTM	Transports routiers et ferroviaires	6,430
Minsan	Fourniture de services de santé hospitaliers	13,000
	Appui à la politique de survie de la mère et de l'enfant	4,100
MEN	Travaux et équipement pour école primaire	11,000
	Travaux et équipement collèges	6,860
	Travaux et équipement des lycées	8,850
MESUPRES	Enseignement supérieur	9,622
MEAH	Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	15,926

Tableau 4 : Liste des ministères

Code ministère	Abbréviation	Ministère ou institution
01	PRESIDENCE	Présidence de la République
02	SENAT	Sénat
03	AN	Assemblée Nationale
04	HCC	Haute Cour Constitutionnelle
05	PRIMATURE	Primature
06	CRM	Conseil de la Réconciliation Malagasy
11	MAE	Ministère des Affaires Etrangères
12	MDN	Ministère de la Défense Nationale
13	SEG	Secrétariat d'Etat chargé de la Gendarmerie
14	MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
15	MSP	Ministère de la Sécurité Publique
16	MINJUS	Ministère de la Justice
21	MFB	Ministère des Finances et du Budget
25	MEP	Ministère de l'Economie et de la Planification
32	MFPTLS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Lois Sociales
34	MIDSP	Ministère de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et des Petites et Moyennes Entreprises
36	MCC	Ministère du Commerce et de la Consommation
37	MCRI	Ministère de la Communication, de l'Information et des Relations avec les Institutions
41	MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
42	MINEL	Ministère de l'Elevage
43	MRHP	Ministère des Ressources Halieutiques et de la Pêche
44	MEEF	Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts
51	MEH	Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
52	MEAH	Ministère de l'Eau de l'Assainissement et de l'Hygiène
53	MMP	Ministère des Mines et du Pétrole
61	MTP	Ministère des Travaux Publics
62	MEPPATE	Ministère d'Etat en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement
63	MTTM	Ministère du Transport, du Tourisme et de la Météorologie
66	MPTNT	Ministère des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies
71	MINSAN	Ministère de la Santé Publique
75	MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
76	MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
81	MEN	Ministère de l'Education Nationale
83	MEETFP	Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
84	MESUPRES	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
86	MCA	Ministère de l'Artisanat, de la Culture et du Patrimoine